

## DANS LES PARADIS FISCAUX, 20% DES DÉPÔTS PROVIENNENT DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

# La «gangstérisation» des systèmes politiques

**Il est communément admis que 10 000 à 12 000 milliards de dollars transitent en moyenne annuelle par les différents paradis fiscaux de la planète. Ces flux illégaux ne viennent pas seulement des pays riches. Une bonne partie d'entre eux est issue des pays en voie de développement (PVD). Combien ? Telle est la question. Pour la quantifier, le gouvernement norvégien a commandé récemment un rapport à une commission d'experts, intitulé «Paradis fiscaux et développement».**

Le résultat est édifiant. Les économistes norvégiens estiment qu'environ 20% des dépôts dans les paradis fiscaux proviennent des PVD, soit «une somme comprise entre 2 200 et 2 400 milliards de dollars, soit trente fois ce que les pays en développement reçoivent sous forme d'aide». Si l'on en croit le rapport, l'évasion fiscale au sein des PVD a représenté pour l'année 2006 une somme comprise entre 641 et 979 milliards de dollars. Par comparaison, les flux de capitaux entrants dans ces pays ont atteint en 2006, selon la Banque mondiale, 571 milliards de dollars. «Mêmes les estimations les plus basses aboutissent au fait que les flux sortants de capitaux illégaux sont supérieurs aux flux entrants», indique le rapport. L'évasion fiscale des PVD représente aussi environ 10 fois le montant de l'aide apportée par les pays riches et environ 6% à 8,7% du produit intérieur brut (PIB) de ces pays.

### Destruction délibérée d'institutions destinées à prévenir les sorties illégales de capitaux

Par comparaison, les revenus fiscaux des pays les plus



Photo : DR

pauvres représentent 13% de leur PIB. Tous ces flux illégaux n'aboutissent pas forcément dans les paradis fiscaux. Mais, et c'est l'un des points-clés du rapport, les places offshore contri-

buent à la «gangstérisation» des systèmes politiques dans les PDV. Les paradis fiscaux «favorisent ainsi la corruption et les escroqueries menées par les hommes politiques sur l'aide au

développement, les ressources naturelles et les deniers publics». Pis encore, le rapport ajoute que les exemples ne manquent pas «de destruction délibérée d'institutions destinées à prévenir les sorties illégales de capitaux, de pressions exercées contre des fonctionnaires afin qu'ils négligent leur mission sans parler de l'assassinat de ces fonctionnaires».

Le rapport cite ainsi l'exemple des Philippines, de l'Indonésie et de la Malaisie où les politiciens locaux ont délibérément torpillé le rôle des agences locales de protection de l'environnement dans le but d'autoriser une exploitation intensive des forêts tropicales. Les commissions occultes versées dans ce but ont presque fatalement atterri dans des paradis fiscaux.

### Responsabilité des multinationales dans l'affaiblissement fiscal des pays du Sud

Ces pratiques mafieuses facilitées par l'existence des paradis fiscaux n'incitent guère les pays pauvres à investir en vue d'une meilleure efficacité administrative. «La probabilité de découvrir-

te d'un crime économique est plus basse dans les pays en développement», indique le rapport qui ajoute que l'existence des «paradis fiscaux est un encouragement aux comportements criminels». Le rapport norvégien pointe avec une sévérité particulière la responsabilité des multinationales dans l'affaiblissement fiscal des PDV.

La politique dite des «prix de transfert», à savoir les différentes techniques permettant de manipuler le prix des échanges internes — ou même des échanges avec des sociétés tierces — dans le but de transférer les profits dans les juridictions à fiscalité zéro, joue un rôle déterminant dans l'affaiblissement fiscal de tous les pays du monde. Les pratiques comptables des multinationales norvégiennes engendreraient ainsi une perte fiscale de 30% pour le budget norvégien.

Parmi les recommandations prioritaires, les auteurs du rapport réclament l'amélioration des règles relatives aux prix de transfert et une modification des conventions fiscales pour que les activités réelles d'une société déterminent son domicile fiscal.

LSC

## DUBAÏ

# Corruption dans les institutions financières islamiques

«C'était un marché en plein boom. Tout le monde devient gourmand et c'est comme ça que vient la corruption», explique l'économiste Eckart Woertz, du Centre de recherche sur le Golfe, basé à Dubaï. «Vous avez l'occasion de toucher un pot-de-vin et vous cédez à la tentation.» L'économie de Dubaï, une ville qui fait partie des Emirats arabes unis, a connu une croissance vertigineuse avant la crise économique mondiale. Le moteur de la croissance était l'immobilier qui a bénéficié de la décision des autorités en 2002 d'autoriser les étrangers à devenir propriétaires, alors même que l'explosion des cours du pétrole provoquait une abondance de liquidités en mal d'investissement. Rien d'étonnant donc si la plupart des affaires de corruption à Dubaï sont liées à l'immobilier. En tarissant le crédit, la crise a entraîné une chute des prix de l'immobilier de 25% en moyenne en six mois.

Récemment, sept hommes ont comparu devant un tribunal dans deux affaires de pots-de-vin, les premiers procès pour corruption depuis les premières arrestations il y a un an.

### Un projet de loi pour étouffer la presse

La première affaire concerne quatre dirigeants de Sama Dubaï, une firme appartenant à Dubai Holding, propriété du gouvernement de Dubaï, et un ancien cadre de la firme privée Damac Properties. Les pots-de-vin atteindraient

2,28 millions de dollars. Dans l'autre affaire, les deux accusés sont d'anciens responsables commerciaux de Nakheel, société contrôlée par le gouvernement local.

Les dessous-de-table seraient là de 1,4 million de dollars. Nakheel, qui a créé les célèbres îles artificielles en forme de palmier au large de Dubaï, a refusé de commenter l'affaire. Le plus ancien détenu dans les affaires de corruption est l'ancien P-DG de Deyaar Development, un Américain d'origine libanaise arrêté en mars 2008. Le parquet de Dubaï l'accuse, ainsi que d'autres suspects, d'avoir détourné plus de 27 millions de dollars. Mais la plus grosse affaire de corruption concerne la Dubai Islamic Bank, qui aurait été délestée de 501 millions de dollars dans une opération de fraude menée par sept hommes, dont deux sont en fuite.

Les suspects, deux cadres de la banque et cinq hommes d'affaires, sont accusés d'avoir escroqué la banque en falsifiant des documents et en montant de faux projets immobiliers. Certains journaux locaux ont rendu compte de ces affaires de manière suivie. Mais cela pourrait changer en raison d'un projet gouvernemental de loi sur les médias en vertu de laquelle la publication «d'informations erronées pouvant nuire à l'économie nationale» deviendra un délit. Or, la définition de ce qui constituera une «information erronée» sera laissée aux autorités.

D. H.

## Citation.....

### A propos de démocratie

«Il ne peut pas y avoir de démocratie tant qu'il n'y a pas d'Etat construit, efficace et performant.... Mais ne soyons pas hypocrites, ne nous donnons pas bonne conscience en délivrant des oukases de «conditionnalité démocratique» tout en ménageant à la tête des pays du Sud des régimes clients et souvent corrompus.»

Bertrand Badie, professeur en sciences politiques (Paris)

## A lire.....

### La justice, les affaires, la corruption (\*)

Le livre *La justice, les affaires, la corruption* raconte l'histoire d'un combat mené par un magistrat genevois, Bernard Bertossa, un peu partout dans le monde contre la criminalité financière qu'il a mené durant douze ans (1990-2002), à la tête du ministère public de Genève. Avant lui, la Suisse et ses banques accueillait sans états d'âme les fonds «sales» des corrompus et potentats du monde entier. Bernard Bertossa va bousculer cette «tradition», avec une poignée de juges d'instruction genevois. Ensemble, ils prêtent main-forte à la justice de nombreux pays pour l'instruction des plus retentissantes affaires politico-financières ou scandales de corruptions du moment. La liste est impressionnante : affaires de cor-

ruption franco-suisse (notamment Elf, et frégates de Taïwan), opération italienne «Mains propres», corruption au Kremlin, etc. Signataire de l'«Appel de Genève», lancé en 1996 avec six autres juges et procureurs européens, Bernard Bertossa devient le chef de file des magistrats qui veulent en finir avec l'impunité des puissants. Dans ce livre d'entretiens émaillé de mises au point et de références à des faits souvent saisissants, Bernard Bertossa plaide pour une justice pénale indépendante et courageuse, qui refuse de se laisser entraver dans l'exercice de sa mission et avance sans faiblesse ni autocensure.

D. H.

(\*) Aux Editions Fayard, Paris, 2009